

Les plans immédiats de l'OTAN

- Réunion des autorités militaires du plus haut niveau de l'OTAN
- Ordre du jour du sommet de l'OTAN à Madrid, du 28 au 30 juin

– Nick Lin –

- Le nouveau concept stratégique de l'OTAN

Opposition des peuples à l'OTAN

- Une manifestation anti-guerre en Grande-Bretagne s'oppose à l'autorisation d'armes nucléaires américaines à la base RAF Lakenheath
- La déclaration du Sommet de la paix de Madrid

Sanctions américaines contre la Russie

- Les sanctions américaines forceront la Russie à faire défaut sur sa dette étrangère détenue principalement par les investisseurs américains

– K.C. Adams –

Les plans immédiats de l'OTAN

Réunion des autorités militaires du plus haut niveau de l'OTAN



Manifestation en Finlande, le 4 juin 2002, contre l'adhésion à l'OTAN

Le Comité militaire de l'OTAN, le plus haut niveau d'autorité militaire de l'alliance agressive, a réuni les chefs d'état-major à ses quartiers généraux à Bruxelles, en Belgique, le 9 mai. Le Comité militaire est la plus haute autorité militaire de l'OTAN et l'instance permanente la plus ancienne

de l'OTAN après le Conseil de l'Atlantique nord. Les chefs d'état-major de l'OTAN sont généralement les plus hauts généraux militaires du pays concerné, comme le général Wayne Eyre pour le Canada et le général Mark Milley pour les États-Unis, président des chefs d'état-major interarmées. Alors que l'OTAN dispose d'un comité militaire, elle n'a pas ses propres forces armées. Au lieu de cela, chaque pays décide si elle enverra des forces et combien pour une guerre ou une agression militaire donnée, sous le commandement militaire des États-Unis.

Ont participé à la réunion du Comité militaire les chefs d'état-major des 30 pays membres de l'OTAN, ainsi que des représentants de la Suède et de la Finlande, qui avaient fait leur demande d'adhésion à l'OTAN quelques jours plus tôt. La réunion a été présidée par l'amiral Rob Bauer de la Marine royale des Pays-Bas, qui est le président du Comité militaire. Se sont joints à eux le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Tod Wolters, et le commandant suprême allié Transformation, le général Philippe Lavigne de France. Les chefs d'état-major des armées ont aussi rencontré des représentants de l'Australie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande et de la République de Corée au sujet des développements dans la région indopacifique.

La réunion précède le sommet de l'OTAN à Madrid du 28 au 30 juin, où les chefs d'État des pays de l'OTAN doivent approuver une panoplie de recommandations « pour mieux adapter et consolider l'Alliance ainsi que le nouveau concept stratégique de l'OTAN ».

Dans ses remarques de bienvenue, l'amiral Bauer a déclaré que « l'adaptation est le principal sujet ici aujourd'hui. [...] Au cours de ces derniers mois, l'OTAN a démontré qu'elle est en mesure de changer sa posture rapidement et efficacement. Le fondement de cette réponse vient du travail que le comité a entamé il y a plusieurs années. Ensemble avec les commandants stratégiques, nous avons développé la stratégie militaire de l'OTAN, suivie du concept de dissuasion et de défense de la zone euro-atlantique (DDA), et le concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre (NWCC). » [1][2] L'adaptation de l'OTAN signifie comment elle s'y prendra pour étendre ses tentacules dans divers domaines, dont la gouvernance des pays de l'OTAN, utilisant des termes comme « leadership politique » ainsi que cyberspace.

Contre toute évidence, l'amiral Bauer a poursuivi en justifiant le bellicisme de l'OTAN en termes de défense collective contre une menace imminente et de la nécessité de se préparer à « s'attendre à l'inattendu, dans tous les domaines, d'un agresseur potentiel, dans n'importe quelle partie de la zone euro-atlantique ».

L'expansion de l'OTAN, de même que ses invasions et occupations de la Yougoslavie, de l'Afghanistan et de la Libye, ont engendré une instabilité et une insécurité continues pour les peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Néanmoins, l'amiral Bauer a dit : « C'est notre adversaire qui fixe notre calendrier, et c'est à nous en tant qu'alliance défensive de veiller à ce que nous soyons toujours prêts à protéger le milliard de citoyens qui vivent en territoire allié, et à organiser la dissuasion et la défense face aux menaces de la Russie et les groupes terroristes internationaux. Il est donc extrêmement important de donner aux leaders politiques un avis militaire objectif sur la posture de l'OTAN et sur l'adaptation continue, ce qui leur permettra de prendre des décisions informées ».

Lors de la première session de la réunion, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a breffé le comité militaire sur la situation géopolitique actuelle, discutant de l'environnement sécuritaire qui a été considérablement modifié et d'une plus grande adaptation de l'OTAN.

La deuxième session a abordé l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine avec la participation des chefs d'état-major de l'OTAN, de la Finlande, de la Suède et de l'Ukraine.

Le général Wolters a informé le Comité militaire sur la mise en oeuvre du concept de la dissuasion et de la défense de la zone euro-atlantique et de la posture à plus long terme de l'alliance.



Manifestation à Göteborg, Suède, le 22 mai 2022, contre l'adhésion à l'OTAN

Le général Lavigne a fait le point sur la mise en oeuvre du concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre, des opérations multi-domaine et de la « transformation numérique » continue de l'OTAN. Le Comité militaire a discuté de l'importance du nouveau concept stratégique et comment il était le moteur de l'adaptation militaire de l'OTAN.

À propos de la transformation numérique, le général Lavigne a dit : « Nous sommes avant tout convaincus que nous devons continuer de renforcer nos capacités de combattre et d'être en mesure de mener des opérations dans plusieurs domaines...dans les cinq domaines opérationnels : terre, mer, air, espace et cyberspace ». La transformation numérique rendra l'alliance « plus agile, et encore plus cohérente, et cette transformation numérique est le plus important facilitateur des opérations dans tous les domaines », a-t-il ajouté.

« La transformation n'est pas que technologique, elle est innovatrice, c'est un changement de mentalité, ce sont des gens et leurs nouvelles compétences », a poursuivi le général Lavigne. « L'agression russe contre l'Ukraine et les conséquences de cette guerre pour la sécurité de la zone euro-atlantique est un déclencheur additionnel qui ouvre plus rapidement la voie à la transformation. »

Le général Lavigne a dit que les opérations multi-domaine sont « à la fois un défi stratégique et une opportunité. C'est un défi, parce que nous devons développer la capacité de confrontation et de synchronisation face à de multiples acteurs, tant militaires, gouvernementaux, civils que de l'industrie. Et c'est aussi une opportunité parce que, ensemble, nous serons plus forts. »

L'accent sur le cyberspace en tant que partie intégrante des « opérations multi-domaine » est important compte tenu du haut degré de désinformation qui est fait au sujet de l'Ukraine et de l'opération militaire spéciale de la Russie en ce moment. Cet accent est également présent au Canada où les agences de cybersécurité tentent de diffamer ceux qui critiquent l'OTAN et son bellicisme comme étant des « agents de puissances étrangères ». Tout cela vise à miner l'opposition de longue date du peuple aux objectifs impérialistes agressifs de l'alliance de l'OTAN dirigée par les États-Unis.

Notes

1. Lors d'une réunion du Comité militaire en novembre 2021, le général américain Tod Wolters a dit que le concept de dissuasion et de défense de la zone euro-atlantique « concentre les efforts militaires menés à l'échelle des pays, des régions et du théâtre autour d'un objectif commun. Il donne aux pays un cadre permettant la mise en cohérence de leurs activités respectives de dissuasion militaire en temps de paix et, s'ils en reçoivent l'ordre, des mesures de défense en situations de crise et de conflit, et ce au titre de l'initiative OTAN 2030 ».

Selon l'OTAN, l'agenda OTAN 2030 est « un ambitieux document qui doit permettre à l'OTAN de demeurer prête, forte et unie pour une nouvelle ère, caractérisée par une intensification de la compétition à l'échelle mondiale ».

Pour de plus amples détails sur l'OTAN 2030, [voir ici](#).

2. Selon le site web de l'OTAN, le concept-cadre de l'OTAN sur la capacité de combattre concerne « comment les alliés de l'OTAN doivent développer leurs forces militaires pour préserver l'avantage au cours des vingt prochaines années.

« Le concept offre une vision informée des menaces et des défis auxquels l'OTAN fait face aujourd'hui et demain, l'instrument militaire dont les alliés ont besoin pour le succès, et une voie réaliste pour y arriver en allant de l'avant et en peaufinant constamment le travail opérationnel le plus important pour développer les cinq impératifs du développement des capacités de combat ». Ces cinq « impératifs » sont : la supériorité cognitive, la résilience multicouche, la projection d'influence et de puissance, le commandement multimilieu et la défense multimilieu intégrée.

Ordre du jour du sommet de l'OTAN à Madrid, du 28 au 30 juin

– Nick Lin –



Action du 7 mai 2022, dans le cadre de la mobilisation contre le sommet de l'OTAN à Madrid

L'Organisation belliciste du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dirigée par les États-Unis, tiendra un sommet du 28 au 30 juin à Madrid, en Espagne. Le sommet de l'OTAN à Madrid, le 32e depuis la création de l'OTAN en 1949, se tient à l'occasion du 40e anniversaire de l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN. Les deux sommets précédents ont eu lieu à Bruxelles, le 24 mars 2021, et lors d'un sommet virtuel, le 24 février, en réponse à la crise provoquée par l'expansion de l'OTAN vers l'est, qui menace la sécurité de la Russie et a déclenché l'opération militaire spéciale de cette dernière à cette date.

Un sommet réunit les chefs d'État et de gouvernement pour une réunion qui se tient à des « moments importants » du processus décisionnel de l'OTAN. Les sommets sont organisés, par exemple, afin « d'introduire de nouvelles politiques, d'inviter de nouveaux pays à adhérer à l'Alliance, de lancer de grandes initiatives ou encore de renforcer les partenariats ».

Le sommet de Madrid s'inscrit dans le contexte du programme OTAN 2030, lancé au sommet de 2021 à Bruxelles, qui vise à rendre « l'OTAN plus forte et mieux armée pour l'avenir ». Le

sommet de Madrid vise à adopter un « nouveau concept stratégique » pour promouvoir ses neuf grandes priorités : 1) développer les consultations et la coordination politiques, 2) renforcer le dispositif de dissuasion et de défense, 3) améliorer la résilience, 4) préserver notre avance technologique, 5) défendre l'ordre international fondé sur des règles, 6) intensifier la formation et le renforcement des capacités, 7) lutter contre le changement climatique et s'y adapter, 8) élaborer le prochain concept stratégique, et 9) investir dans l'OTAN.



Les principaux points de l'ordre du jour qui devraient être discutés à ce sommet sont les suivants :

- l'adoption du prochain concept stratégique de l'OTAN, qui remplacera celui adopté lors du sommet de Lisbonne en 2010 ;
- l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine ; et
- la demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède.

Conformément aux statuts de l'OTAN, la demande d'adhésion de la Finlande et de la Suède requiert le soutien unanime de tous les pays membres actuels de l'OTAN. Leur demande n'est pas soutenue par la Turquie, membre fondateur de l'OTAN, qui possède la plus grande armée de tous les pays de l'OTAN après les États-Unis. Le soutien de la Finlande et de la Suède à des organisations kurdes que la Turquie considère comme terroristes est

invoqué pour justifier le rejet de leur candidature. Jusqu'à présent, les tentatives de la Turquie pour négocier un accord sur cette question ont échoué.

Le sommet de l'OTAN de Madrid intervient à un moment où les impérialistes américains et les pays membres de l'OTAN élargissent la portée des opérations de l'alliance agressive. Ils insinuent l'OTAN dans de plus en plus de pays et l'utilisent pour s'ingérer dans leurs affaires intérieures, y compris sur des questions de haute préoccupation comme le changement climatique. Dans tous ces cas, l'OTAN et ses activités n'apportent aucune solution, mais ne font qu'exacerber les crises auxquelles l'humanité est confrontée.

L'expansion et le bellicisme des États-Unis et de l'OTAN sont une sérieuse préoccupation pour les peuples du monde, y compris pour le peuple au Canada intégré dans sa totalité à l'économie et à la machine de guerre des États-Unis.

L'adhésion à l'OTAN va à l'encontre du désir de longue date des Canadiens que leur pays soit une force de paix véritable dans le monde, et de leur rejet des invasions, occupations et ingérences dirigées par les États-Unis dans d'autres pays, et de leur demande de démantèlement de l'OTAN et d'autres alliances agressives.

Cette lutte pour la paix et cette opposition à l'OTAN s'exprimeront à Madrid lors du Sommet des Peuples pour la Paix et d'autres événements convoqués pour exprimer l'opposition à l'OTAN et aux dangers qu'elle représente pour l'Europe et le monde en ce moment.

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN



Manifestation au Sommet 2010 de l'OTAN au Portugal où le dernier concept stratégique a été adopté.

L'OTAN s'apprête à adopter un « nouveau concept stratégique » lors de son sommet de Madrid de 2022, qui se tiendra du 28 au 30 juin. L'OTAN définit son concept stratégique à peu près tous les dix ans « pour tenir compte de l'évolution de l'environnement de sécurité mondial et pour s'assurer que l'Alliance est prête pour l'avenir », indique son site web. L'Alliance affirme que ses concepts stratégiques sont la seconde chose plus importante après le traité fondateur de l'Atlantique Nord. « Le monde a fondamentalement changé au cours de la dernière décennie et la concurrence stratégique s'intensifie. Le moment est donc venu d'actualiser le concept stratégique. Le dernier concept stratégique a été adopté au sommet de Lisbonne en 2010 ; le nouveau s'appuiera sur les éléments du concept de 2010 qui sont toujours pertinents », indique l'OTAN.

« Le concept stratégique définit la stratégie de l'Alliance. Il décrit la nature et l'objectif immuables de l'OTAN, ses tâches de sécurité fondamentales ainsi que les défis et les opportunités qu'elle rencontre dans un environnement de sécurité en évolution. Il mentionne par ailleurs les composantes de l'approche de l'Alliance en matière de sécurité, et il donne des orientations pour son adaptation politique et militaire », indique le site web



Le concept stratégique actuel de 2010 est intitulé « Engagement actif, défense moderne ». L'OTAN affirme qu'il « énonce trois tâches fondamentales : la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative ». Elle prétend également souligner « la solidarité de l'Alliance, l'importance des consultations transatlantiques et la nécessité de s'engager dans un processus continu de réforme ».

Décrivant ses défis et ses « menaces », l'OTAN indique que son concept stratégique actuel décrit « l'environnement de sécurité de 2010 et

définit les capacités et les politiques requises pour que le dispositif de dissuasion et de défense de l'OTAN, mais aussi ses moyens de gestion de crise lui permettent de faire face aux menaces d'aujourd'hui. Il s'agit notamment de la prolifération des missiles balistiques et des armes nucléaires, du terrorisme, des cyberattaques et des problèmes environnementaux fondamentaux. Le concept stratégique explique aussi comment l'OTAN entend promouvoir la sécurité internationale par la coopération. Pour ce faire, elle renforcera les activités de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, elle maintiendra sa politique de la porte

ouverte pour tous les pays européens et elle améliorera sensiblement ses partenariats au sens large. En outre, le concept stratégique explique que l'OTAN poursuivra son processus de réforme et de transformation. »

Cette description intéressée et autoritaire cache les crimes de l'OTAN perpétrés lors de ses bombardements et de son démantèlement de la Yougoslavie en 1999 et de sa guerre contre la Libye en 2011, menés au nom de la « sécurité humaine ». En ce qui concerne la promotion de la « sécurité internationale par la coopération », c'est précisément le refus de l'OTAN de parvenir à une résolution négociée des problèmes de sécurité de la Russie et son ingérence dans les affaires intérieures de l'Ukraine dans le but d'isoler et d'écraser la Russie qui ont conduit à la crise actuelle. En ce qui concerne le renforcement des « activités de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération », les pays de l'OTAN, après avoir créé un conflit avec la Russie qui aurait pu être évité, envoient maintenant en Ukraine davantage d'armes de plus grande portée et de plus grande puissance destructrice, aggravant ainsi la crise sécuritaire dans la région.

L'OTAN déclare qu'au sommet de Bruxelles de 2021, le secrétaire général Jens Stoltenberg a été invité à diriger les travaux d'élaboration du nouveau concept stratégique. Stoltenberg indique qu'il a mené des consultations internes sur « l'évolution de l'environnement de sécurité et les objectifs stratégiques de l'Alliance » et qu'il « a eu des contacts avec des experts, des représentants de pays partenaires et d'autres organisations internationales, mais aussi avec des jeunes, la société civile et le secteur privé ».

À l'issue de cette « phase de consultation », les membres négocieront et approuveront le nouveau concept stratégique que les chefs d'État entérineront au sommet de Madrid.

Le site Web de l'OTAN montre qu'il a tenu au moins 35 événements liés au nouveau concept stratégique depuis au moins septembre 2021[1] :

- *Le nouveau concept stratégique de l'OTAN : Quel rôle pour la sécurité climatique ?* (Conférence de Berlin sur le climat et la sécurité, Allemagne, 28 septembre 2021)

- *La nécessité de l'OTAN : Notes nécessaires pour des concepts concrets* (Forum d'Halifax sur la sécurité internationale, 20 novembre 2021)

- *Le nouveau concept stratégique de l'OTAN : vue de la Suède* (ambassade du Royaume-Uni en Suède, Stockholm, Suède, 7 mars 2022)

- *Vers le prochain concept stratégique de l'OTAN : défis et opportunités pour les alliés de l'OTAN* (EDAM, Istanbul, Turquie, 24 mars 2022)

- *Atelier : La sécurité humaine et le concept stratégique de l'OTAN pour 2022* (RAND Europe, siège de l'OTAN, Bruxelles, Belgique, 21 avril 2022) ; et

- *Table ronde sur le concept stratégique de l'OTAN : vue de la Finlande* (Ambassade de Roumanie en Finlande, Helsinki, 9 mai 2022).

Ces extraits d'un document de référence publié lors de la réunion du 24 mars à Istanbul, donnent une idée des objectifs du nouveau concept stratégique :



« Le concept stratégique actuel, adopté en 2010, a bien servi les Alliés de l'OTAN. Toutefois, l'environnement de sécurité a radicalement changé depuis lors. Même les dernières semaines nous ont montré comment des événements dramatiques comme l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en violation flagrante des principes fondamentaux qui ont sous-tendu la sécurité européenne, peuvent se produire maintenant sur le continent européen.[...] C'est face à ce comportement agressif de la Russie que l'OTAN a déclaré qu'elle était l'une des principales menaces à considérer. La même année, ISIL/DAESH a gagné du terrain avec ses attaques terroristes en Syrie et en Irak qui ont abouti au contrôle de territoires par cette organisation terroriste. L'OTAN a depuis pris une série de décisions pour renforcer sa dissuasion et sa défense, ce qui s'est traduit par une adaptation militaire. L'OTAN a mis en place le plus grand renforcement de la défense collective depuis une génération. Il ne fait aucun doute que, dans un avenir prévisible, une Russie plus agressive, avec son approche révisionniste du paradigme de la sécurité européenne et le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations resteront les principales menaces auxquelles les pays alliés continueront d'être confrontés. [...]

« L'OTAN doit s'adapter pour répondre aux exigences d'un environnement stratégique plus exigeant, marqué par le retour des rivalités systémiques. Dans cette compétition géostratégique, bien que la Chine ne constitue pas une menace militaire directe pour l'OTAN, du moins pour le moment, elle est une puissance montante qu'il convient d'aborder sous le prisme des défis et des opportunités. L'OTAN devrait affiner sa capacité d'évaluation de la Chine, car il ne s'agit plus d'un pays lointain éloigné de la zone de l'OTAN, mais aussi des implications d'une alliance plus profonde entre la Russie et la Chine, comme l'illustre la déclaration commune russo-chinoise du 4 février. Elle est présente dans différentes parties de l'Europe et dans les zones géographiques adjacentes. L'OTAN devrait être en mesure d'intensifier les consultations politiques avec les partenaires de la région Asie-Pacifique, mais aussi de coopérer et de se coordonner avec l'UE. La question de savoir comment s'engager avec la Chine doit être traitée de manière appropriée et en temps utile. En bref, l'OTAN devra devenir le principal forum transatlantique où sera discutée l'approche occidentale de la Chine. Cette exigence est également destinée à renforcer le rôle politique de l'OTAN.

« Les technologies émergentes et perturbatrices sont en train de changer la donne dans le domaine de la sécurité à cause des efforts de nos concurrents et adversaires potentiels, qu'il s'agisse d'États ou d'acteurs non étatiques. Par conséquent, maintenir l'avance technologique de l'OTAN, tout en renforçant la coopération entre les Alliés dans le domaine de la technologie militaire pour renforcer l'interopérabilité, et mettre l'innovation au service des activités de l'OTAN sera une priorité essentielle. De nouvelles menaces et les nouveaux défis liés à l'utilisation de concepts hybrides, qui comprennent les cyberattaques et les campagnes de désinformation utilisant les cybertechnologies, visent nos sociétés et nos valeurs démocratiques. Il faut donc renforcer la résilience de la société dans les pays alliés et partenaires. La protection des infrastructures essentielles, ainsi que la sécurité et la diversité de nos chaînes d'approvisionnement, sont d'une importance capitale. À l'avenir, l'OTAN restera une organisation régionale comme elle l'a été jusqu'à présent. Néanmoins, cela n'empêche pas l'OTAN d'adopter une approche plus globale, car bon nombre des menaces et des défis auxquels nous sommes confrontés sont de nature mondiale, comme le terrorisme, les attaques hybrides et les cyberattaques ou le changement climatique. Cela nécessite une coopération efficace avec les partenaires et d'autres organisations internationales comme l'UE.

« Alors que l'OTAN restera forte sur le plan militaire, il serait important de la rendre plus forte sur le plan politique. Pour concrétiser la vision 2030 de l'OTAN, les Alliés devraient redoubler d'engagements pour adhérer aux valeurs communes telles que la démocratie, les libertés individuelles et l'état de droit, consacrées par le traité de l'Atlantique Nord. L'unité, la cohésion et la solidarité entre les Alliés sont des caractéristiques importantes d'une Alliance politico-militaire forte. Il sera plus important que jamais d'utiliser l'OTAN comme un forum essentiel et unique de consultations transatlantiques, compte tenu de l'environnement de sécurité complexe et éprouvant dans lequel nous nous trouvons.

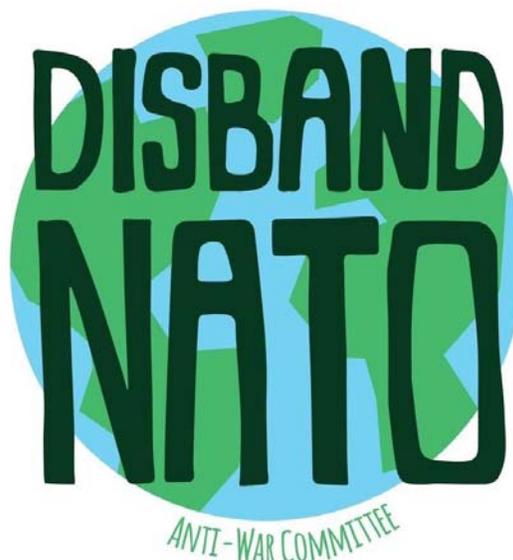
« D'autre part, l'OTAN devrait remplir son rôle de facilitateur en aplanissant tout différend bilatéral qui pourrait surgir entre les différents Alliés. Comme l'indique le rapport intitulé « OTAN 2030 : unis pour une nouvelle ère » du Groupe d'experts indépendants, « une dérive vers la désunion de l'OTAN se dessine » : Une dérive vers la désunion de l'OTAN, si elle devait se produire, doit être considérée comme un problème stratégique plutôt que simplement tactique ou optique. Parvenir à une convergence des priorités politiques et stratégiques est possible, nécessaire et conforme aux traditions de l'Alliance. »

L'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) a tenu un forum à Washington, DC, du 29 novembre au 1er décembre 2021, pour discuter du prochain concept stratégique et de la manière dont il sera imposé aux parlements des États membres. Selon ses propres termes, cet organe réunit des parlementaires des pays de l'OTAN « pour discuter et influencer les décisions relatives à la sécurité de l'Alliance ».

Le propre rapport de l'AP-OTAN sur cet événement indique notamment que « la réaffirmation de l'engagement de l'OTAN en faveur de valeurs démocratiques partagées a constitué le fil directeur des discussions. L'Assemblée a appelé à la création, au siège de l'OTAN, d'un centre pour la résilience démocratique qui servirait de référence en matière de meilleures pratiques, de travail en réseau et de synergies eu égard au cadre démocratique et qui serait à la disposition des pays membres, des pays partenaires et des pays candidats en cas de besoin. [...] Les délégués ont aussi salué la déclaration faite à Riga par le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, dans laquelle il précise que la protection des valeurs démocratiques de l'Alliance doit constituer le premier des cinq principaux éléments du nouveau concept stratégique. »

L'Assemblée parlementaire a souligné que « la menace émanant de la Russie et les défis lancés par la Chine, ont occupé une grande place tout au long des discussions. L'une comme l'autre combinent habilement moyens militaires et techniques hybrides pour mettre en péril l'ordre international, fondé sur des règles, pour semer la division entre les Alliés et intimider leurs voisins. Le renforcement militaire russe en Ukraine et aux frontières ukrainiennes a été jugé très préoccupant par les Alliés - comme l'ont du reste clairement indiqué à Riga les ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN. L'une des tâches essentielles du nouveau concept stratégique sera également de définir une stratégie commune vis-à-vis de la Chine. »

Bien que les détails du prochain concept stratégique de l'OTAN ne soient pas encore connus, les informations ci-dessus et l'expérience passée montrent clairement qu'il n'unira pas l'Europe tant que les États-Unis continueront à imposer leur propre ordre du jour aux pays membres et que les peuples d'Europe continueront à s'opposer aux énormes sommes d'argent que leurs pays empruntent sur les marchés monétaires pour financer les armes et non l'alimentation, le logement et les programmes sociaux. Le soi-disant ordre international fondé sur des règles vise à imposer l'hégémonie des États-Unis, et non à défendre l'égalité de toutes les nations, grandes et petites, ou la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.



Dans leur lutte pour la paix, la liberté et la démocratie, les peuples du monde, continueront à s'opposer à l'OTAN et à exiger son démantèlement. Aucune prétention de consultations avec les jeunes et la société civile ne permettra d'épurer l'histoire des crimes des États-Unis et de l'OTAN. Les tentatives de la cabale des États-Unis et de l'OTAN d'introduire son bellicisme dans la vie

civile ne feront pas oublier aux peuples la nature fondamentalement agressive de l'OTAN et la menace croissante qu'elle représente pour les efforts des peuples pour défendre les droits humains, la paix internationale et l'état de droit.

Démantelez l'OTAN ! Sortons le Canada de l'OTAN !

Note

1. Pour la liste complète des événements concernant le nouveau concept stratégique de l'OTAN, cliquez [ici](#).

(Avec des informations de l'OTAN, Equipo Europa, CTV News)

Opposition des peuples à l'OTAN

Une manifestation anti-guerre en Grande-Bretagne s'oppose à l'autorisation d'armes nucléaires américaines à la base RAF Lakenheath



Le samedi 21 mai, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à la base RAF Lakenheath, une base de l'armée de l'air américaine, pour protester contre le retour des armes nucléaires et des bombardiers nucléaires américains en Grande-Bretagne.

Dans sa déclaration, la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) [1] a déclaré : « Le retour des armes nucléaires américaines en Grande-Bretagne - ainsi que la modernisation de ses armes nucléaires à travers l'Europe - constitue une nouvelle atteinte aux perspectives de paix mondiale. Les États-Unis sont le seul pays à implanter leurs armes nucléaires en dehors de ses propres frontières et cette augmentation majeure de la capacité de l'OTAN à mener une guerre nucléaire en Europe est dangereusement déstabilisante. Leur retour augmentera les tensions mondiales et placera la Grande-Bretagne en première ligne dans une guerre OTAN/Russie. »

S'exprimant lors du rassemblement devant la base, Tom Unterrainer, président de la CND, a déclaré que les armes nucléaires américaines sont amenées en Grande-Bretagne sans discussion au Parlement de Westminster ni dans aucune autre institution. Il a déclaré : « lorsqu'on a demandé au gouvernement de commenter ces développements, la réponse était très claire quant à savoir qui décidait sur la question de ces armes nucléaires. » Ce sont les États-Unis qui ont pris les devants dans les relations entre le gouvernement américain et le gouvernement britannique, l'armée américaine et l'armée britannique, car la réponse de James Heappy, le sous-secrétaire

d'État à la Défense du gouvernement, a été que « le gouvernement britannique ne commente pas les dépenses des États-Unis. »

Tom Unterrainer a poursuivi : « peu importe que les dépenses américaines sur ce site à Lakenheath fassent partie d'un réaménagement de 380 millions \$ des sites de stockage nucléaire à travers l'Europe. » Il a déclaré que les gouvernements des États membres de l'OTAN « accueillent ces armes nucléaires à bras ouverts et se taisent lorsqu'on leur demande de rendre compte de leurs actes. » Il a déclaré que « c'est pourquoi la CND s'oppose aux armes nucléaires et est très clairvoyante sur les relations de la Grande-Bretagne avec les États-Unis et sur ce que l'OTAN représente en tant que menace militaire pour nous tous. »



Il a déclaré : « Nous ne sommes pas les seuls à faire face à ces bombes nucléaires américaines ; en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Belgique et en Turquie, des arrangements similaires sont en place. Dans beaucoup de ces endroits, tout comme ici, des chasseurs bombardiers de haute technologie doivent être stationnés pour mieux faire pleuvoir la mort, la destruction et le génocide sur la tête des gens et dans tous ces endroits, ils recevront bientôt de nouvelles bombes nucléaires américaines. »

Il a conclu que la CND s'oppose bien sûr à toutes les armes nucléaires où qu'elles se trouvent, mais en particulier, « nous nous opposons au système d'armes britannique Trident et nous nous opposons également vivement aux alliances, aux traités, aux arrangements et aux accords secrets qui signifient que ce pays est lié à un réseau international d'États dotés d'armes nucléaires. » Il a déclaré que la CND doit poursuivre son travail en des temps dangereux et « le retour des bombes nucléaires à Lakenheath doit être empêché dans une campagne en cours. »

Comme mentionné, le gouvernement britannique refuse de confirmer ou de nier que des armes nucléaires américaines doivent être stationnées à Lakenheath car la base est classée comme territoire américain sur laquelle les États-Unis revendiquent la souveraineté sur le sol britannique. Cela en soi est scandaleux. Cela rend la Grande-Bretagne aussi criminelle que les États-Unis dans leur bellicisme et liée à eux. Il semble que les États-Unis et la Grande-Bretagne soient prêts à briser le tabou sur les armes nucléaires et leur utilisation, et à promouvoir la pensée de l'impensable. Leur prétexte est que, sur la base de preuves discutables, la Russie est prête à mener une première frappe avec des armes nucléaires tactiques. Les États-Unis et la Grande-Bretagne citent également la République populaire démocratique de Corée dans ce contexte.

C'est crucial que le mouvement anti-guerre empêche la Grande-Bretagne d'accueillir les préparatifs américains sur le sol britannique pour une guerre nucléaire avec des bombardiers nucléaires à Lakenheath et d'autres bases en Grande-Bretagne, dans le cadre de la montée de l'opposition à l'agression de l'OTAN, dont la Grande-Bretagne est un champion enthousiaste. Il est également vital de mettre fin au rôle belliciste de la Grande-Bretagne et à son refus de défendre des solutions pacifiques aux conflits dans le monde, que ce soit en Ukraine, en Somalie, au Yémen ou en Palestine. Le mouvement anti-guerre s'oppose au rôle de la Grande-Bretagne en tant que principal allié des États-Unis et à sa volonté d'élargir l'OTAN pour militariser l'Europe, l'Afrique, l'Asie et le Pacifique Est.

Comme les manifestations à Lakenheath, les peuples du monde entier exigent la fin de cette participation au bellicisme mondial et défendent la paix. C'est le noeud du problème.

Note

1. [Stop U.S. Nukes Coming to Lakenheath !](#)



La déclaration du Sommet de la paix de Madrid

Nous exigeons la dissolution de l'OTAN. Cette organisation constitue une menace grave pour la paix mondiale et a laissé derrière elle une traînée de destruction, de la Yougoslavie à l'Afghanistan.

NON À L'OTAN

- **L'OTAN doit être dissoute.** Elle n'a aucune légitimité et ne génère que la misère.
- **L'OTAN prétend que ses intérêts particuliers sont universels.** L'OTAN viole la Charte des Nations unies et s'empare avec cynisme de concepts tels que la « démocratie » et les « droits humains ». Depuis sa création, l'OTAN a accueilli dans son alliance des régimes autoritaires, fascistes et colonisateurs.
- **L'OTAN menace la paix dans le monde.** Les interventions militaires dirigées par l'OTAN ont déstabilisé et détruit la Yougoslavie, l'Afghanistan et la Libye. L'OTAN est en train d'attiser une « nouvelle guerre froide » contre la Chine et la Russie le long de ses frontières (Ukraine-Russie et mer Noire-mer de Chine). Par ailleurs, l'OTAN manœuvre contre les gouvernements progressistes de l'ensemble des pays du Sud.
- **L'OTAN mène la course mondiale aux armements.** L'OTAN, dont les membres doivent consacrer au moins 2 % de leur PIB aux dépenses militaires, est responsable de plus de la moitié des dépenses militaires mondiales et des deux tiers du commerce d'armes mondial.
- **L'agenda nucléaire de l'OTAN met notre survie en péril.** L'OTAN rejette le traité sur l'interdiction des armes nucléaires et contrevient au traité de non-prolifération en déployant des armes nucléaires étasuniennes dans l'Union européenne avec sa politique dite de « déploiement extérieur ».
- **L'OTAN est l'un des plus gros pollueurs du monde.** L'armée des États-Unis est l'institution la plus polluante de la planète. Elle est responsable de plus d'émissions de gaz à effet de serre que des pays de la taille du Portugal. C'est pourquoi les États-Unis insistent pour exclure les émissions militaires des rapports nationaux sur l'impact environnemental. L'OTAN sert de garde-fou aux intérêts des plus grandes sociétés multinationales responsables de la pollution au carbone.
- **L'OTAN génère pauvreté et inégalités.** La course aux armements va à l'encontre des besoins réels des gens : l'éducation, la santé, le logement, la sécurité sociale et une politique énergétique performante. La guerre menée au niveau mondial génère des souffrances extrêmes et des crises migratoires.

Oui à la Paix

- **Nous avons besoin d'un système de sécurité non-militarisé.** Sans armes nucléaires, sans bases militaires à l'étranger et avec une réduction drastique des dépenses militaires. Nous défendons une politique de paix active, où les conflits se règlent à la table des négociations sur la base de la Charte des Nations unies.

- **Investir dans le progrès social, pas dans la guerre.** Ce dont nous avons besoin, c'est d'un concept de sécurité différent. Une sécurité commune et humaine qui répond aux besoins des personnes et combat le changement climatique, les inégalités, la pauvreté et la violence. Une sécurité fondée sur la solidarité, la coopération et le respect mutuel.

- **L'Europe et l'Amérique du Nord doivent s'engager en faveur du désarmement.** Le concept de zone de paix (adopté par l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est, le Pacifique Sud et l'Asie centrale) devrait être repris par l'Union européenne et les pays d'Amérique du Nord.

Venez marcher avec nous contre l'OTAN pour construire un monde de paix

Pour signer la déclaration, [cliquez ici](#)

Sanctions américaines contre la Russie

Les sanctions américaines forceront la Russie à faire défaut sur sa dette étrangère détenue principalement par les investisseurs américains

– K.C. Adams –

Les États-Unis deviennent de plus en plus irrationnels. Ils s'en prennent maintenant à la Russie pour avoir osé défier son hégémonie mondiale. Les sanctions commerciales et financières qu'ils ont imposées à la Russie provoquent des perturbations économiques dans le monde entier, y compris aux États-Unis.

Le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor américain a supprimé une exemption temporaire sur les paiements de la dette russe lorsqu'elle a expiré le 25 mai. Cette dérogation a permis à la Russie de continuer à payer sa dette publique à ceux qui sont sous le contrôle des États-Unis, qui représentent environ 40 milliards de dollars de ses obligations internationales.

La nature extraterritoriale des sanctions financières américaines contre la Russie signifie que toute banque ou autre institution ayant des transactions ou des avoirs aux États-Unis ou avec des institutions américaines partout dans le monde doit se conformer aux sanctions ou être punie par des amendes et d'autres actions. Cela a mis en colère plusieurs qui ont investi dans la dette russe, même parmi les investisseurs qui sont dans la sphère de contrôle des États-Unis.

Bien que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne aient volé plus de 300 milliards de dollars des avoirs étrangers de la Russie, celle-ci a jusqu'à présent réussi à assurer le service de toutes ses dettes et a organisé des alternatives pour continuer de le faire avec ceux qui sont consentants. Un montant de 490 millions de dollars d'obligations en devises étrangères est payable à la fin du mois de juin et 1,5 milliard de dollars supplémentaires cette année. « L'obligation du 24 juin est payée à l'étranger et donc, sans la licence générale 9C (du Trésor américain), elle ne pourra vraisemblablement pas être faite », a écrit Jonny Goulden de JPMorgan.

Les autorités russes affirment qu'elles paieront définitivement tous ceux qui ne sont pas directement visés par les sanctions imposées par les États contrôlés par les États-Unis et leurs institutions financières. En Europe, nombreux sont ceux qui cherchent à obtenir des exemptions afin d'éviter la crise qu'ils s'imposent eux-mêmes, à savoir un défaut technique sur la dette russe et des restrictions commerciales. D'autres, dont le groupement des pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ont déjà mis en place des systèmes de paiement internationaux alternatifs aux institutions contrôlées par les États-Unis, comme SWIFT.

La suppression de l'exemption relative au service de la dette russe bloquerait effectivement les paiements aux investisseurs américains. Le ministre russe des Finances, Anton Siluanov, a déclaré que le pays assurera le service de sa dette extérieure en roubles russes si les États-Unis bloquent les autres options. Le pays ne se déclarera pas en défaut de paiement. Il appartient à ceux qui contrôlent le pays de décider si le service de la dette doit être assuré en roubles, mais la Russie ne se considérera pas en défaut de paiement et poursuivra ses relations financières normales avec les pays amis, a déclaré le ministre des Finances. La plupart des pays et des investisseurs ont déclaré qu'ils considéreraient un défaut technique de la dette extérieure de la Russie comme étant « artificiel », et certains suggèrent même que cela ressemblerait davantage à un véritable défaut du système financier mondial dominé par les États-Unis.

« L'économie russe est déjà soumise à de lourdes sanctions, donc les conséquences immédiates du défaut de paiement ne signifieront probablement pas grand-chose pour l'économie », a déclaré Alexey Bulgakov de Renaissance Capital. Ce commentaire de l'un des plus grands cartels d'investissement du monde révèle l'affaiblissement de l'hégémonie mondiale des États-Unis.

Selon *Bloomberg*, des frictions sont apparues au sein de l'élite dirigeante américaine, alors que de hauts fonctionnaires du Trésor insistent pour que la Russie soit autorisée à payer sa dette parce que l'incapacité à le faire retomberait en grande partie sur les investisseurs américains. - un exemple classique de scier la branche sur laquelle on est assis. En réponse aux grondements de mécontentement, la secrétaire d'État au Trésor, Janet Yellen, aurait déclaré que le département du Trésor était toujours en train « d'analyser les conséquences potentielles de cette décision. »

La Russie a effectué tous les paiements prévus à ses créanciers depuis le début des sanctions imposées par les États-Unis, et les responsables russes ont dit à plusieurs reprises que le pays était bien équipé pour continuer à le faire. La dette extérieure de la Russie n'était que de 65 milliards de dollars en décembre 2021, la dette publique totale s'élevant à environ 250 milliards de dollars, ce qui est peu par rapport aux normes internationales. En comparaison, la dette publique/gouvernementale des États-Unis en 2018 était d'environ 16 billions de dollars et la dette intragouvernementale de 5,7 billions supplémentaires. Les institutions et les gouvernements étrangers détenaient environ 7 billions de dollars de la dette gouvernementale américaine. Le total des frais de service annuels de la dette du gouvernement américain approche le demi-billion de dollars, dont environ 37 % vont à l'étranger[1].

Selon la banque centrale de Russie, les exportations totales ont atteint 489,8 milliards de dollars l'année dernière. Sur ce montant, le pétrole brut représentait 110,2 milliards de dollars, les produits pétroliers 68,7 milliards de dollars, le gaz naturel par pipeline 54,2 milliards de dollars et le gaz naturel liquéfié 7,6 milliards de dollars. Le rendement des exportations devrait se maintenir, voire augmenter, car les prix de l'énergie, des céréales, des engrais, des minéraux et d'autres produits de base que la Russie vend en abondance ont continué à grimper, principalement en raison des sanctions imposées par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne aux relations commerciales de la Russie.

La plupart des pays qui ne font pas partie du bloc militaire États-Unis/OTAN et même certains pays qui en font partie défont les sanctions. La Russie trouve des acheteurs pour ses exportations en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud pour remplacer ceux de ce qu'elle appelle les « pays inamicaux » qui sont engagés dans une guerre économique et par procuration

contre elle.

Note

1. Au 31 août 2020, la dette fédérale américaine détenue par le public s'élevait à 20,83 billions de dollars et les avoirs intragouvernementaux à 5,88 billions de dollars, soit une dette nationale totale de 26,70 billions de dollars. À la fin de 2020, la dette détenue par le public représentait environ 99,3 % du PIB, et environ 37 % de cette dette publique était détenue par des étrangers. Le nombre total de titres du Trésor américain détenus par des pays étrangers en juin 2020 s'élevait à 7,04 billions de dollars ; sur ce total, 4,1 billions de dollars (59,2 %) appartenaient à des gouvernements étrangers et 2,8 billions de dollars (40,8 %) à des investisseurs étrangers. Si l'on tient compte des détenteurs de dette privée et publique, les trois principaux détenteurs nationaux de la dette publique américaine en décembre 2020 sont le Japon (1,2 billion de dollars, soit 17,7 %), la Chine (1,1 billion de dollars, soit 15,2 %) et le Royaume-Uni (0,4 billion, soit 6,2 %).

En février 2022, la dette totale du gouvernement fédéral américain a franchi la barre des 30 billions de dollars pour la première fois de son histoire. (Selon *Wikipédia*)

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca